**Communiqué CGT, FSU, SOLIDAIRES**

Chacun participe au financement de la Sécurité sociale pour permettre à tous d’avoir des droits pour bien vivre, bien se soigner, bien travailler, bien vieillir ! C’est cette solidarité qu’il faut défendre ! C’est ce qui la différencie des assurances privées et donc du chacun pour soi !

C’est aussi, grâce à ses acquis et à des droits garantis que même en pleine crise économique et sociale, elle évite à des milliers de salariés et de familles de plonger dans la misère et la  
pauvreté !

D’ores et déjà, des plans d’économie de plusieurs milliards d’euros sont annoncés dans la santé, à l’hôpital, pour la politique du médicament, la famille, la retraite, la gestion de la Sécurité sociale. Des milliers d’emplois sont menacés dans ces secteurs professionnels.

Les valeurs de la Sécurité sociale sont justes : protéger dans la solidarité, partager les richesses produites par le travail pour financer la réponse aux besoins de tous, c’est la solution.

Le patronat, depuis toujours a agi pour affaiblir les droits et diminuer leur contribution au financement de la Sécurité sociale.

De réforme en réforme, il a obtenu, des exonérations de cotisations sociales (30 milliards d’euros par an) notamment sur les bas salaires, des baisses de cotisations, des aides publiques de l’État (220 milliards d’euros aujourd’hui)… au nom d’un soi-disant « coût du travail » trop élevé qui nuirait à l’emploi.

Le patronat veut masquer la part des richesses prélevées sur le travail reversée sous formes de dividendes aux actionnaires, qui continue de progresser et qui échappe à la solidarité nationale. Ces dividendes sont versés au détriment des salaires et de l’emploi, de l’investissement et donc pénalisent notre capacité à financer la Sécurité sociale.

Le pacte de responsabilité, signé entre le président de la République et M. Gattaz du Medef, va amputer la Sécurité sociale de près de 20 milliards d’euros supplémentaires.

Le débat qui va s’ouvrir sur le financement de la Sécurité sociale au Parlement sera l’occasion d’exprimer d’autres solutions plus justes, plus solidaires pour répondre aux besoins.

* *Valoriser le travail : le transformer et améliorer les conditions de travail à la fois pour la santé des salariés et celle de l’entreprise. Les problèmes de santé liés au mal travail coûtent 80 milliards d’euros par an à notre économie.*
* *Favoriser l’emploi stable, combattre la précarité et le chômage, augmenter le Smic et les salaires, gagner l’égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, supprimer le travail illégal… C’est des recettes en plus pour la sécu.*
* *Gagner une Sécurité sociale de haut niveau et une Sécurité sociale professionnelle permettant de garantir des droits tout au long du parcours du salarié. La première « Sécurité sociale », c’est d’avoir du travail !*
* *Reconquérir la démocratie dans la Sécurité sociale et dans le système de santé.*
* *Garantir et maintenir un financement assis sur le travail par les cotisations sociales.*
* *Stopper les exonérations de cotisations sociales accordées aux employeurs.*

***ENSEMBLE POUR LA SANTÉ, LES RETRAITES, LA FAMILLE, LA SANTÉ AU TRAVAIL, L’HÔPITAL, L’EMPLOI, LES SALAIRES, CONTRE LE PACTE DE RESPONSABILITE !***

***LE 16 OCTOBRE,  
JOURNEE INTERPROFESSIONNELLE DE GREVES ET DE MANIFESTATION.***

***RENDEZ-VOUS A 10H00, PLACE JEAN JAURES A TOURS.***

Le 6 octobre 2014